

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la  
Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765  
85020 La Roche sur Yon cedex

Nantes, le 23 Mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SPBI**

34 rue Eric Tabarly  
85170 Le Poiré-Sur-Vie

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement SPBI implanté 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, ainsi que de l'action nationale 2026 relative aux zones ATEX.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPBI
- 34 rue Eric Tabarly 85170 Le Poiré-sur-Vie
- Code AIOT : 0006304406
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPBI exploite, au Poiré-sur-Vie, une usine de production de bateaux de plaisance en matériaux composites. L'exploitant dispose pour cela d'un arrêté d'autorisation du 30 janvier 2020. Les installations du site sont désormais soumises à enregistrement au titre des rubriques 2940-2 (application de revêtement) et 4331 (liquides inflammables). Le site comprend également des installations de transformation de polymères qui, bien que soumises à déclaration au titre de la rubrique 2661-1, génèrent des émissions significatives de COV.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Carnet de bord foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Identification des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
12	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.6	Sans objet
2	Émissions totales de COV	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4	Sans objet
3	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
4	Étude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
5	Notice de vérification et de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
8	Vérification initiale foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
9	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts à la réglementation relative aux zones à risque d'explosion ont été relevés. Néanmoins, l'exploitant a déjà lancé les démarches visant à y remédier. Il devra justifier de leur mise en œuvre et apporter des justificatifs complémentaires démontrant la conformité des installations.

Même si des améliorations peuvent encore être apportées, le suivi des flux de solvants et des émissions de COV est satisfaisant. En 2025, le flux maximal autorisé et l'émission annuelle cible ont été respectés.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan de gestion des solvants

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, avant le 30 mars de l'année N+1, le PGS de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

L'exploitant élabore annuellement un plan de gestion des solvants (PGS). En application du Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants de 2019, un schéma de maîtrise des émissions étant en place, il s'agit d'un PGS simplifié. Le contrôle a consisté en un examen de cohérence du PGS 2025.

Ce PGS prend en compte une remarque formulée lors de la visite d'inspection précédente et identifie désormais les solvants utilisés dans le cadre de l'application de revêtement adhésif (colle néoprène).

Au vu de ce PGS, en 2025, la consommation de solvants s'est établie à 53 t et les émissions de solvants (hors COV réactifs) ont atteint 43 t. Ces chiffres, bien inférieurs à la capacité maximale du site, s'expliquent principalement par la faible activité en 2025.

Considérant que la réglementation applicable ne détaille pas les attendus de ce document, il est considéré que le PGS 2025 est conforme. Il conviendra néanmoins d'apporter aux prochains PGS les améliorations suivantes :

- Les activités d'application de gel-coat et de colle polyester peuvent être totalement (et pas seulement partiellement) intégrées à l'activité générale de fabrication de produits composites (aussi appelée stratification dans le PGS). En effet, ces procédés, directement liés à la fabrication des pièces de bateau en composite, ne consistent pas à appliquer un revêtement solvanté, mais à transformer une résine polymère. Un tel rattachement permettra en outre de faciliter la prise en compte de ces activités dans le calcul de l'EAC (cf point de contrôle 2).
- L'absence d'utilisation de COV « CMR » (mentionnés au II de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978) doit être explicitement confirmée.
- Les solvants régénérés en externe (terme O8) doivent être répartis par activité (vernissage sur bois, fabrication de composite, etc.). Dans le PGS 2025, la totalité de ce flux O8 (13,4 t) a été associée à l'activité de vernissage sur bois, qui a pourtant nécessité l'utilisation de seulement 3 t de solvants, aboutissant ainsi à une consommation négative pour cette activité. Cette approximation, rendant incohérente la consommation de solvants de l'activité de vernissage sur bois, n'a pas de conséquence sur le calcul de la consommation totale du site. En revanche, elle est susceptible de fausser la détermination de l'EAC (cf point de contrôle 2). En effet, pour certaines activités, la formule de calcul de l'EAC dépend de la consommation annuelle de solvants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Émissions totales de COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

L'émission cible est égale à 30 % de la quantité de COV utilisés dans l'année en cours. Cette émission n'excède pas 70 t/an.

NB : l'arrêté d'autorisation fixe une méthode unique de détermination de l'émission annuelle cible (EAC), reprenant la méthode définie par la circulaire du 23 décembre 2003 pour la fabrication de composites en moule ouvert. Cette méthode n'est pas adaptée aux activités de vernissage sur bois, d'application de revêtement sur composite et d'application de revêtement adhésif. Un projet arrêté complémentaire clarifiera le mode de calcul de l'EAC du site. Par anticipation, dans le cadre de cette visite d'inspection, l'EAC des différentes activités a été déterminée conformément à la circulaire du 23 décembre 2003 relative au schéma de maîtrise des émissions de COV :

$EAC_{\text{composite}} = 30 \% \text{ de la quantité de COV utilisés}$

$EAC_{\text{vernissage}} = 1,6 \text{ kg de COV par kg d'extraits secs}$

$EAC_{\text{revêtement sur composite}} = 1,2 \text{ kg de COV par kg d'extraits secs}$

$EAC_{\text{adhésif}} = 1,2 \text{ kg de COV par kg d'extraits secs}$

**Constats :**

Activités concernées

Les activités de fabrication de composites (intégrant le collage par réticulation par une colle polyester et l'application de gel-coat), de vernissage sur bois, d'application de revêtement solvanté sur composite (hors gel-coat) et d'application de revêtement adhésif (colle néoprène) sont émettrices de COV. La contribution de ces trois dernières activités aux émissions totales de COV du site est cependant très faible.

Méthode

Les émissions de COV exclues du PGS (en particulier le styrène qui n'est pas un solvant mais un diluant réactif) sont déterminées annuellement, dans le cadre du schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV, adossé au PGS. En particulier, les émissions de styrène sont déterminées sur la base des facteurs d'émission indiqués dans le Guide de rédaction d'un schéma de maîtrise des émissions de COV dans le secteur des composites de 2004.

Détermination des émissions de COV

Au vu de ce bilan, en 2025, les émissions totales de COV ont atteint 56 t (43 t de solvants et 13 t styrène). Ces émissions, bien inférieures à la capacité maximale du site, s'expliquent principalement par la faible activité en 2025.

L'absence d'émissions de COV liées à la présence d'autres réactifs que le styrène dans les formulations (diméthacrylate de tétraméthylène dans les résines, stabilisants dans les peroxydes, etc.) ou le caractère négligeable de ces émissions (en quantité et compte tenu de l'absence de COV CMR) devront être justifiés dans les prochains SME. Cette incertitude n'est cependant pas jugée susceptible de modifier significativement le calcul des émissions totales de COV en 2025.

En 2025, les émissions de COV ayant été limitées à 56 t, le flux maximal de 70 t/an a été respecté.

Il est néanmoins rappelé que les émissions de COV étaient supérieures à 100 t en 2023 et que la réduction observée en 2024 et 2025 est principalement liée à un ralentissement de l'activité. L'exploitant a transmis, le 8 juillet 2025, une demande de rehaussement de ce flux de 70 t/j. Cette demande a été jugée incomplète et une demande de complément a été transmise le 27 août 2025. A ce jour, les compléments n'ont pas encore été déposés.

### Détermination et respect de l'EAC

Pour 2025, l'EAC déterminée par l'exploitant s'est établie à 206 t, répartie comme suit :

- $EAC_{\text{composite}} = 78 \text{ t}$
- $EAC_{\text{vernissage}} = 28 \text{ t}$
- $EAC_{\text{revêtement sur composite}} = 49 \text{ t}$
- $EAC_{\text{adhésif}} = 52 \text{ t}$

Certaines formulations liées à la fabrication de composites (notamment des gels-coats et des colles polyester), ont été associées aux activités de vernissage, d'application de revêtement ou d'application de revêtement adhésif (cf point de contrôle 1), ce qui a entraîné une très large surestimation de la quantité d'extraits secs liés à ces activités et donc de l' $EAC_{\text{vernissage}}$ , de l' $EAC_{\text{revêtement sur composite}}$ , et de l' $EAC_{\text{adhésif}}$ . En revanche, cela a entraîné une sous-estimation de l' $EAC_{\text{composite}}$ .

Cependant, les émissions de COV ayant été limitées à 56 t en 2025, même en considérant seulement l' $EAC_{\text{composite}}$  calculée par l'exploitant (et qui a été sous-estimée), l'EAC a été respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Analyse du risque foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, Foudre

**Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

NB : Même si le site ne comprend plus aucune installation soumise à autorisation, les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010, relatives à la prévention du risque foudre, sont rendues applicables par l'article 18 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 4331.

**Constats :**

L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée le 13 octobre 2022 par la société APAVE NORD-OUEST. Elle aurait néanmoins dû être réalisée avant le démarrage de l'exploitation des installations autorisées le 30 janvier 2020. La réalisation de cette ARF a levé cet écart.

L'ARF conclut à la nécessité de mettre en place des protections complémentaires et donc de réaliser une étude technique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Étude technique foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
<b>Constats :</b> L'étude technique foudre a été réalisée le 13 octobre 2022 par la société APAVE NORD-OUEST. Elle aurait néanmoins dû être réalisée avant le démarrage de l'exploitation des installations autorisées le 30 janvier 2020. La réalisation de cette étude technique a levé cet écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Notice de vérification et de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
<b>Constats :</b> Aucune notice de vérification et de maintenance n'a été rédigée lors de l'étude technique. Cette notice a été rédigée en janvier 2026, à la suite de la réalisation des travaux d'implantation des dispositifs de protection. L'écart relatif à l'absence de notice a donc été levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Carnet de bord foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
<b>Constats :</b> Aucun carnet de bord n'a été rédigée lors de l'étude technique. Ce carnet de bord a été mis en place en janvier 2026, à la suite de la réalisation des travaux d'implantation des dispositifs de protection. L'écart relatif à l'absence de carnet de bord a donc été levé. En revanche, ce carnet de bord n'est pas correctement tenu à jour, ce qui constitue un écart. En particulier, la vérification initiale de février 2026 n'y est pas mentionnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 7 : Moyens de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
<b>Constats :</b> L'installation des dispositifs, qui aurait dû intervenir avant le démarrage de l'exploitation des installations autorisées le 30 janvier 2020, a été réalisée de novembre 2025 à janvier 2026 par la société FRANCE PROTECTION FOUDRE.  Au vu du dossier des ouvrages exécutés du 30 janvier 2026, une partie des travaux définis dans l'étude technique n'a pas été réalisée, ce qui constitue un écart. En particulier, au vu du rapport de vérification initiale (cf point de contrôle 8), il apparaît que la mise à la terre des châssis des deux filtres du bâtiment F (montage UGB) n'a pas été réalisée.  Par ailleurs, au vu de ce rapport de vérification initiale, un doute subsiste quant à la mise à terre effective des cheminées des bâtiments A (moulage) et E (moulage UGB).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de lever l'écart constaté (mise à la terre des châssis des deux filtres du bâtiment F (montage UGB) non réalisée) et de justifier, dans un délai maximal de trois mois, que les cheminées des bâtiments A (moulage) et E (montage UGB) ont bien été mises à la terre, comme imposé par l'étude technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Vérification initiale foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
<b>Constats :</b> La vérification initiale a été réalisée le 11 février 2026 par la société RG CONSULTANT. Cette société est différente de l'installateur.  Le rapport conclut à deux réserves, relatives à un doute quant à la mise à terre des cheminées des bâtiments A (moulage) et E (moulage UGB), ainsi qu'à l'absence de mise à la terre des châssis des deux filtres du bâtiment F (montage UGB).  La vérification initiale ayant été réalisée par un organisme compétent distinct de l'installateur, il est considéré que la prescription est respectée. Les réserves formulées sont reprises dans le point de

contrôle n°7, sous la forme d'une demande d'action corrective et d'une demande de justificatif.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 9 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Identification des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique).

**Constats :**

Le contrôle n'a porté que sur les zones à risque d'explosion.

L'exploitant avait procédé, selon une méthodologie interne basée sur la nature des substances utilisées et des process, à un recensement des zones ATEX. Ce recensement a été totalement revu en février 2026, avec l'aide de la société SOCOTEC. Ce nouveau recensement liste les zones ATEX du site, en précisant le type de zone (0, 1, 2, 20, 21 ou 22). L'exploitant a indiqué prévoir de l'intégrer au DRPCE du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 10 : Plan général des zones à risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 8

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan des zones ATEX du site, daté d'octobre 2025 et basé sur le recensement antérieur. Le nouveau recensement de février 2026 n'a pas encore été traduit sous forme de plan.

Ce plan, qui n'est donc pas à jour, ne permet pas d'identifier clairement l'emprise des zones ATEX et le type de zone (0, 1, 2, 20, 21 ou 22), compte tenu de son échelle trop petite et de l'absence de plan de coupe (ou de vue 3D isométrique), ce qui constitue un écart. Ainsi, ce plan permet seulement d'identifier la présence d'une zone ATEX dans une zone particulière d'un bâtiment.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 11 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Affichage des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.
<b>Constats :</b> Le contrôle a porté sur le local résine du bâtiment A (Moulage), qui comprend plusieurs zones ATEX identifiées dans le recensement de février 2026. La présence d'un risque d'explosion n'est pas mentionnée au niveau de l'entrée de ce local et aucune consigne spécifique liée à la gestion de ce risque n'est affichée, ce qui constitue un écart. Ainsi, seules des consignes génériques (interdiction de fumer, etc.), des consignes en cas d'accident et un pictogramme de danger (inflammable) sont affichés au niveau de l'entrée de ce local.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 12 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive, inflammable ou toxique, notamment dans les parties basses des installations (fosses, caniveaux par exemple).
<b>Constats :</b> Le contrôle a porté sur le local résine du bâtiment A (Moulage), qui comprend plusieurs zones ATEX identifiées dans le recensement de février 2026. Ce local ne dispose d'aucune ventilation, naturelle ou mécanique. Dans ce local, une odeur caractéristique de COV, très probablement du styrène, est présente. Le styrène étant plus lourd que l'air, il est susceptible de s'accumuler dans les parties basses du local. Même si l'étude de dangers du site n'identifie pas de risque d'explosion pour ce local (cf paragraphe 5.5.3 de cette étude de dangers) et ne mentionne pas la présence d'une ventilation, il convient de s'assurer que l'absence de toute ventilation n'engendre pas un risque de formation d'atmosphère explosive, notamment dans les parties basses des installations. A ce stade, il n'est pas statué sur le respect de cette disposition.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de démontrer, dans un délai maximal de 6 mois, que l'absence de toute ventilation dans le local résine du bâtiment A n'engendre pas un risque de formation d'atmosphère explosive, notamment dans les parties basses des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 13 : Conformité des appareils

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Explosion

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et susceptibles de générer une atmosphère explosible, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions « des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. »

L'exploitant tient à jour leur inventaire.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire des matériels présents dans les zones ATEX recensées, ce qui constitue un écart. Un tel recensement a néanmoins été confié à la société SOCOTEC, qui doit intervenir très prochainement. Dans ce cadre, un examen de compatibilité des appareils présents sera également réalisé.

Le contrôle a consisté à vérifier la conformité du marquage ATEX, l'adéquation du matériel avec le type de zone ATEX et la présence de la déclaration de conformité UE, par sondage. Les matériels suivants ont été examinés :

- filtre à poussières (le plus à l'est) du bâtiment D (ébarbage) - intérieur côté air sale - en zone 20 selon le recensement de février 2026
- filtre à poussières (le plus à l'est) du bâtiment D (ébarbage) - intérieur côté air propre - en zone 22 selon le recensement de février 2026
- néon (le plus à l'est) du local résine du bâtiment A (Moulage 1) - a priori\* en zone 2 selon le recensement de février 2026

\* en l'absence de plan à jour des zones ATEX (cf point de contrôle 10), un doute subsiste quant à la hauteur occupée par la zone ATEX relative à la rétention du local, et si les néons de ce local sont inclus dans cette zone ATEX (type 2). Pour ce contrôle, il est considéré qu'ils sont inclus dans la zone ATEX.

La plaque de marquage du filtre (partie intérieure côté air sale) comprend les informations attendues (marquage CE, marquage spécifique de protection contre les explosions, etc.), à l'exception du groupe d'appareil (I ou II) et de la catégorie d'appareil (1, 2 ou 3), ce qui constitue un écart imputable au metteur sur le marché du filtre. En outre, en l'absence d'indication de la catégorie d'appareil, un doute subsiste quant à l'adéquation de cet appareil avec une zone ATEX 20. Il est rappelé que dans une telle zone, les matériels doivent appartenir à la catégorie 1.

La plaque de marquage du filtre (partie intérieure côté air propre) comprend les informations attendues (marquage CE, marquage spécifique de protection contre les explosions, groupe d'appareils, catégorie d'appareil, etc.), à l'exception du numéro de l'organisme notifié (code à 4 chiffres), ce qui constitue un écart imputable au metteur sur le marché du filtre. Cet appareil, appartenant à la catégorie 3, est adapté à une zone ATEX 22.

La plaque de marquage du néon comprend les informations attendues (marquage CE, marquage spécifique de protection contre les explosions, groupe d'appareils, catégorie d'appareil, etc.) Cet appareil, appartenant à la catégorie 3, est adapté à une zone ATEX 2.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les déclarations de conformité UE ou CE de ces matériels, ce qui constitue un écart.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de lever les écarts constatés, l'exploitant transmettra, dans un délai maximal d'un mois, l'inventaire des matériels présents dans les zones ATEX et les déclarations de conformité des 3

appareils contrôlés lors de la visite d'inspection.

En outre, il est demandé à l'exploitant de :

- justifier, dans un délai maximal d'un mois, l'adéquation de la partie intérieure côté air sale du filtre à poussières (le plus à l'est) du bâtiment D (ébarbage), avec une zone ATEX 20.
- informer le fournisseur de filtre des écarts relevés relatifs au marquage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois